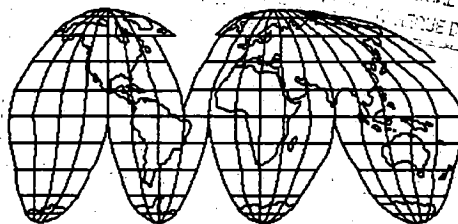


**Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine**

**This Week
in Trade and
Foreign Policy**

du 24 décembre 1993 au 5 janvier 1994



COMMUNIQUÉS :

M. MacLaren se rend au Mexique et au Chili du 3 au 7 janvier

Le 31 décembre 1993, n° 239

L'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, se rendra au Mexique et au Chili du 3 au 7 janvier. Au Mexique, il discutera de la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et, au Chili, du resserrement des liens commerciaux avec ce pays, et en particulier de son adhésion possible à l'ALENA. «Le commerce et l'investissement entre le Canada et le Mexique se sont sensiblement accrus ces dernières années. Et le partenariat entre nos deux pays peut contribuer grandement à améliorer la prospérité, la compétitivité et la stabilité politique de l'hémisphère.»

La secrétaire d'État, M^{me} Stewart visitera la Guyane, la Bolivie et le Pérou

Le 30 décembre 1993, n° 238

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé aujourd'hui que la secrétaire d'État chargée de l'Amérique latine et de l'Afrique, M^{me} Christine Stewart, visiterait la Guyane, la Bolivie et le Pérou entre le 2 et le 12 janvier 1994. «Cette visite me fournit l'occasion de retourner dans une région du monde que mon expérience personnelle m'a permis de bien connaître. Comme beaucoup de Canadiens, je suis convaincue que le Canada peut participer de façon constructive à la promotion de la démocratie et du développement économique dans la région, dans notre intérêt mutuel», a fait remarquer M^{me} Stewart.

Le gouvernement du Canada proclame la loi de mise en œuvre de l'ALENA

Le 30 décembre 1993, n° 237

L'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, a annoncé aujourd'hui que le gouvernement du Canada a proclamé la *Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain* (ALENA) et qu'il procède aujourd'hui à un échange de notifications écrites avec le Mexique et les États-Unis en vue de donner effet à l'ALENA. L'ALENA entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1994. L'Accord nord-américain de coopération dans le domaine du travail et l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement entreront en vigueur le même jour.

Le secrétaire d'État, M. Chan, visitera Hong Kong, la Chine, la Thaïlande et le Japon

Le 29 décembre 1993, n° 236

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé aujourd'hui que le secrétaire d'État, Asie-Pacifique, M. Raymond Chan, visitera Hong Kong, la Chine et la Thaïlande entre le 3 et le 12 janvier 1994. Par ailleurs, conformément à l'entente intervenue à Ottawa le 21 décembre dernier à l'occasion de la conférence fédérale-provinciale des premiers ministres, M. Chan se rendra au Japon les 13 et 14 janvier en compagnie du Premier ministre de Terre-Neuve, M. Clyde Wells. «Ma présence à Tokyo en compagnie du premier ministre Clyde Wells met en évidence la possibilité de relations plus étroites entre cette région et toutes les régions du Canada», a précisé M. Chan.

Le ministre Ouellet signe un protocole d'entente de colocation avec l'Australie

Le 29 décembre 1993, n° 235

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et le haut-commissaire de l'Australie au Canada, Son Excellence M. Francis Conynghame Murray, ont signé aujourd'hui un protocole d'entente de colocation. L'entente, qui prévoit le partage des locaux dans les missions à l'étranger, permettra aux deux gouvernements de réduire les coûts de la représentation diplomatique. «L'entente de colocation est l'aboutissement de longues années de coopération entre le Canada et l'Australie, qui ont notamment échangé des services consulaires et de communication dans des situations d'urgence. C'est un excellent exemple de collaboration entre gouvernements pour réduire les coûts de la représentation diplomatique», a déclaré M. Ouellet.

Le Canada condamne l'intransigeance du régime militaire haïtien

Le 22 décembre 1993, n° 234

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a condamné aujourd'hui le refus par le chef militaire haïtien, le lieutenant-général Cédras, de rencontrer une délégation militaire et civile de haut rang du Canada, de la France, des États-Unis et du Venezuela. Le Canada était représenté par le contre-amiral Kenneth J. Summers et le chargé d'affaires du Canada à Haïti, M. Louis Robert Daigle. «Le refus du Général de rencontrer la mission démontre encore une fois que les autorités militaires haïtiennes sont clairement responsables de la prolongation de la crise haïtienne. Ce sont les militaires qui ne respectent pas les engagements pris aux termes de l'Accord de Governors Island et ils doivent assumer la responsabilité de la situation qui a mené à l'imposition des sanctions», a déclaré M. Ouellet.

DISCOURS :

J'éprouve un grand plaisir d'être à Montréal aujourd'hui pour annoncer le lancement du Projet de coopératives d'épargne et de crédit agricole en Russie qui sera réalisé par la Société de développement international Desjardins (SDID), car ce projet tient une part importante dans le programme canadien de coopération avec la Fédération de Russie. Les réformes du secteur agricole forment la base de tout le processus de réformes en cours en Russie. On comprend que les gens qui ont faim ne s'intéressent pas aux réformes et nous savons que l'agriculture russe sort de plusieurs décennies de centralisation et de contrôle par l'État. L'élément central des réformes agricoles qui mérite d'être appuyé est logiquement l'expansion des fermes privées avec l'apparition d'agriculteurs indépendants. C'est ce que nous visons. Le Projet de coopératives d'épargne et de crédit agricole de 2,5 millions de dollars que nous lançons aujourd'hui a pour objectif de stimuler un certain nombre de réformes dans le secteur agricole grâce à l'introduction de coopératives d'épargne et de crédit dans des régions rurales de Russie. Le projet vise l'établissement de 20 coopératives financières au cours des 5 prochaines années. En contribuant ainsi à la création d'une structure appropriée, nous encouragerons le développement de centaines d'autres coopératives d'épargne et de crédit supplémentaires dans les années à venir. La disponibilité du crédit, nous le souhaitons, permettra aux agriculteurs de créer leurs propres entreprises. Cette liberté financière devrait être l'un des piliers de la création de fermes privées. La Société de développement international Desjardins est, je pense, le partenaire canadien idéal pour faire partager l'expérience canadienne à nos partenaires russes. L'histoire du Mouvement Desjardins montre le rôle considérable qui a été admirablement joué par les caisses populaires dans le développement du secteur agricole au Canada. [Aussi] depuis la fin des années 1980, la SDID encourage l'implantation de coopératives d'épargne et de crédit dans de nombreux pays actuellement en transition en Europe centrale et en Europe de l'Est. Je voudrais terminer en félicitant la SDID et en lui offrant mes meilleurs vœux de réussite dans cette très grande entreprise.

Tiré d'une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, à la Société de développement international Desjardins, à Montréal (Québec), le 20 décembre, 1993, 93/66

DU MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA :

Publication d'une brochure résumant les dépenses fédérales

Le 6 janvier 1993, n° 94-002

Le ministère des Finances a publié une brochure -- *Dépenses fédérales : faits et chiffres* -- qui présente les principales catégories de dépenses budgétaires du gouvernement fédéral pendant l'exercice 1992-93. Ces dernières s'élevaient à 161.9 milliards de dollars. Cette brochure fait partie d'un certain nombre de documents d'information sur des questions économiques et financières qui seront publiés par le Ministère au début de l'année. Elle répond à l'engagement pris récemment par le ministre des Finances, M. Paul Martin, de rendre le processus de planifications budgétaires plus ouvert en fournissant aux Canadiens et Canadiennes des renseignements factuels au sujet des dépenses fédérales, et ce sous une forme « accessible et facilement utilisable ». Le document est disponible à tous Canadiens et Canadiennes intéressés et on peut l'obtenir auprès du ministère des Finances, Ottawa K1A 0G5, n° de téléphone (613) 995-2855, n° de télécopieur (613) 996-0518.

Réserves officielles de liquidités internationales

Le 6 janvier 1993, n° 94-001

Le ministère des Finances a annoncé que les réserves officielles internationales du Canada ont augmenté de 700 millions de dollars US en décembre pour passer à \$12,776 millions; les activités officielles de l'État ont augmenté les réserves de 133 millions de dollars. Les détails de l'état des réserves canadiennes arrêté le 31 décembre 1993, aussi bien que les éléments majeurs contribuant à la variation des réserves, sont disponibles sur demande.

À VENIR :

- 10 janvier 1994 : Sommet de l'OTAN (Bruxelles)
- Mars 1994 : Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement (Guadalajara)
- 5-11 juin 1994 : Assemblée annuelle de l'Organisation des États américains (Belém, Brésil)



CA1

EA

T38

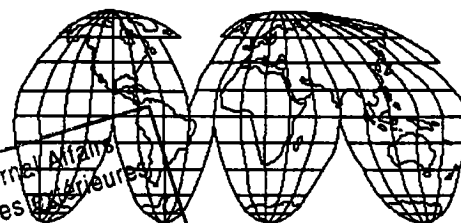
Jan 19,

1994

Copy 1

**This Week Le commerce et
Trade and la politique étrangère
Foreign Policy cette semaine**

January 13-19, 1994



Dept. of External Affairs
Min. des Affaires étrangères

FEB 15 1994
FEV

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RENVOYER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

PRESS RELEASES:**Ouellet Expresses Condolences on Death of Norwegian Foreign Minister Holst***January 14, 1994, No. 5*

Foreign Affairs Minister André Ouellet sent the following message of condolence to the Prime Minister of Norway, Gro Harlem Brundtland: All Canadians were deeply saddened to learn of the tragic passing of Johan Jorgen Holst. Mr. Holst combined global vision with pragmatism. He was a friend of peace-loving men and women everywhere. His role in hosting the crucial talks between the Israelis and the Palestinians marked a key stage in the progress toward Middle East peace. He was a citizen of Norway but a world statesman whose contributions will live on in the future. On behalf of the Government of Canada I would be most grateful if you would please convey to his family our sincere condolences and the respect Canadians had for him and his life's work.

Ouellet Welcomes Decision to Resume Guatemalan Peace Talks*January 14, 1994, No. 4*

Foreign Affairs Minister André Ouellet today welcomed the decision by the Government of Guatemala and the Guatemalan National Revolutionary Unit (URNG) to resume peace negotiations. The last round of peace talks broke down in May 1993. "This is a significant and encouraging step after an eight-month break in peace talks. Canada praises the flexibility shown by both parties in reaching this agreement and fully appreciates the difficulty and complexity of the issues to be negotiated," said Mr. Ouellet.

MacLaren to Attend NAFTA Commission Inaugural Meeting in Mexico*January 13, 1993, No. 3*

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade announced he would attend the January 14, inaugural meeting of the Free Trade Commission in Mexico City. The Commission will oversee the implementation of the North American Free Trade Agreement (NAFTA). Mr. MacLaren will meet with his counterparts, Mexico's Secretary of Trade and Industrial Development, Dr. Jaime Serra Puche, who will host the meeting, and the U.S. Trade Representative, Ambassador Mickey Kantor. "The Government of Canada places great importance on moving ahead with these working groups," Mr. MacLaren said. "We will work with our partners to build upon the progress on trade remedy issues achieved in the recent Uruguay Round negotiations. Our aim is to reduce disputes in our trading relationships."

STATEMENTS:

This government believes that it is time to develop a more independent foreign policy. The opportunities which exist to strengthen Canada's leadership role in international human rights, environment, development and trade issues are numerous. With new relationships and responsibilities on the horizon, the foreign policy that will guide our activities must reflect the changing world, along with the values that we uphold as Canadians.... One challenge that all member states of the United Nations now face is the revitalization of the human rights machinery. In Canada, we want to ensure that we are well-placed to make a positive contribution, and this is something we can work on together. With this in mind, the Minister of Foreign Affairs directed that Canada seek re-election to the Commission on Human Rights this year; the Prime Minister strongly supported that decision.... Solutions to the problem of violence against women are a priority within the borders of our own country, and Canada's leadership in recognizing violence as a violation of women's human rights led last month to the adoption of the UN Declaration on Violence Against Women. Canada also wants to strengthen the UN's role in securing respect for the basic rights and freedoms of indigenous people in all parts of the world. We expect that the Commission will soon take up the draft declaration prepared by the UN Working Group on Indigenous Populations, and Canada will play an active role in this exercise. Most importantly, the Canadian delegation [to the UN Commission on Human Rights] will insist on full representation of indigenous representatives throughout the process. The relationship between Canada's economic interests and its human rights concerns is among the issues that should be considered in the foreign review process and upon which your input will be sought. The relationship between human rights and our development assistance objectives will also be considered. In my view, Canadian assistance toward the creation of an environment for sustainable development should contribute to the protection of human rights and to good government. Again, the involvement of the NGO community is of the utmost importance.

From an Address by the Honourable Christine Stewart, Secretary of State (Latin America and Africa) at the 9th Annual Consultation Between Non-Governmental Organizations and the Department of Foreign Affairs and International Trade in Preparation for the 50th Session of the United Nations Commission on Human Rights (Ottawa, Ontario, January 19, 1994, No. 94/1)

FROM THE DEPARTMENT OF FINANCE CANADA:

Automobile Expense Deduction Limit for 1994 Announced

January 19, 1994, No. 94-008

Finance Minister Paul Martin announced that the automobile expense deduction limits for income tax purposes will remain at their current levels for 1994. The Minister also indicated that future limits to apply in a taxation year will be announced in the fall of the preceding year. "This new process of announcing deduction limits in the fall will provide taxpayers with greater certainty and will enable them to better prepare for the coming year," the Minister said. The limits for 1994 are available upon request.

Finance Department Releases Income Tax Expenditure Report

January 14, 1994, No. 94-007

The Department of Finance released a report entitled *Government of Canada: Personal and Corporate Income Tax Expenditures*. The estimates of the federal revenue forgone due to personal tax expenditures cover the years 1989, 1990, and 1991, while corporate tax expenditures are presented for 1989 and 1990. A report on sales tax expenditures is planned for early 1994.... Comprehensive tax expenditure reports will be published on a regular basis.

Federal Spending Document Issued

January 14, 1994, No. 94-006

The Department of Finance released additional background information on federal government spending. The document – *Federal Spending – Background* – is one of several released in recent days to provide Canadians with factual information on fiscal and economic issues during the pre-budget consultation period. The document is available from the Distribution Centre, Department of Finance, Ottawa, Ontario K1A 0G5 (telephone (613) 995-2855, (613) 996-0518).

UPDATE FROM THE CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY:

Canada Transfers Technology for Oil and Gas Development in Bolivia

January 7, 1994, No. 94-1

Canada will provide \$9 million to support Bolivia's efforts to develop its oil and gas resources over the next three years. The grant by the Canadian International Development Agency (CIDA) was announced in La Paz, Bolivia by Secretary of State (Latin America and Africa) Christine Stewart. Mrs. Stewart was in Bolivia to discuss bilateral issues on behalf of Foreign Affairs Minister André Ouellet. "Canada can provide assistance that is not only technologically advanced and efficient, but also sensitive to the natural and human environment", Mrs. Stewart said.

STATISTICS CANADA (ECONOMIC INDICATORS)

Earnings of Men and Women in 1992, The Daily

January 17, 1994, No. 11-001E

According to the Survey of Consumer Finances, an estimated 8 514 000 Canadians had earnings from full-year full-time work in 1992, virtually unchanged from 1991. However, this was 463 000 fewer than in the peak year of 1989. Over the 1989-1992 period, the decreased numbers of full-year full-time earners were offset by increased numbers of part-time or part-year workers. Men accounted for most (78.6 percent) of the decrease in the number of full-time full-year earners between 1989-1992. This decrease among men was only partially offset by increased numbers of male part-time or part-year earners. During this same period, women showed a different employment pattern. The small decline in the number of female full-year full-time earners was more than offset by growth in the number of part-time or part-year earners. In 1992, the average earnings of men who worked full-year full-time were estimated at \$39 468. Since 1977, men's earnings have varied little, except for a temporary decline during the recession in the early 1980's. The average earnings of women were \$28 350 in 1992, up 4.1 per cent from 1991, continuing an upward trend seen since 1986. As a result of these changes, the female to male earnings ration for full-year full-time workers increased to 71.8% in 1992 from 69.6% in 1991, continuing the longstanding upward trend. The increase has been accelerating in recent years: since 1989, the ratio has risen 6.0 percentage points, compared to an increase of 2.1 percentage points in the period 1981 to 1989. In 1992 the female to male earnings ratio for full-year full-time workers ranged from 92.7% in the 15 to 24 year age group to 66.7% in the 55 years and over age group. Male university graduates earned on average \$55 567 compared with \$28 019 for males with eight years or less of schooling. Corresponding data for females were \$44 228 (university degree) and \$20 580 (grade eight or less)

UPCOMING EVENTS:

- | | |
|----------------------|--|
| January 27-30, 1994: | World Economic Symposium (Davos, Switzerland) |
| March 1994: | Inter-American Development Bank Annual Meeting (Guadalajara) |
| June 5-11, 1994: | OAS Annual Assembly (Belem, Brazil) |

Additional copies of the above documents can be ordered through the Department of Foreign Affairs and International Trade at (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Communications Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade.